

L'EXTRÉMISME ET L'ACTION VUS PAR  
DIRK VERHOFSTADT ET CHRISTOPHE BUSCH

# Ce qui est arrivé peut se reproduire

**L'**histoire ne se répète peut-être pas, mais elle suit des schémas. Plus ces schémas sont connus, plus notre réaction face à certains défis peut être intelligente. Nous avons interviewé Christophe Busch et Dirk Verhofstadt au sujet de la montée de l'extrémisme, de la normalisation de l'extrême droite et du rôle des syndicats pour ramener de la nuance et de la couleur dans le débat opposant le noir et le blanc.

## Parallèle avec 1933

**DIRK:** « Ces dernières années, nous voyons dans l'Europe entière une montée en puissance de l'extrême droite et une augmentation de la polarisation et de la radicalisation. Bon nombre de ces processus ont déjà été observés dans le passé, en 1933 : l'année de la prise de pouvoir d'Hitler. Tel est précisément l'objet de mon dernier livre intitulé « Dagboek 1933 ». J'y établis 34 parallèles entre aujourd'hui et 1933. Je parle de propagande et de violence, des attaques envers la démocratie, les syndicats et le pouvoir judiciaire, ainsi que de l'exclusion et de la déshumanisation. Ce n'est pas un hasard si ce livre est publié à la veille des élections. Aujourd'hui comme hier, des mouvements et des partis aux idées aussi abominables font leur apparition. A nous d'inverser la tendance avant qu'il ne soit trop tard. »

## Normalisation de l'extrême droite

**CHRISTOPHE:** « Une première comparaison importante est la manière dont l'extrême droite est normalisée : en politique, dans les médias, dans la langue et dans l'histoire. Songez au plan en 70 points du Vlaams Belang des années 1990 qui avait été décrié à l'époque, mais qui est aujourd'hui en grande partie concrétisé ou repris par d'autres partis. »

**DIRK:** « Les partis politiques reprennent non seulement des idées d'extrême droite, mais aussi son langage. En automne 2022, le président de l'Open VLD, Egbert Lachaert, avait déclaré au sujet de la crise de l'accueil : « Vol is vol » (« Complet, c'est complet. »). Cette formule est inacceptable venant d'un humaniste libéral. Un autre exemple est Mark Elchardus, qui est pourtant considéré comme un

idéologue du socialisme. Dans son livre « Reset », il s'attaque au pouvoir judiciaire. Il parle de la volonté du peuple comme du bien ultime. Ce faisant, il reprend des principes de la pensée nazie. »

**CHRISTOPHE:** « Il y a 25 ans, le terme 'grand remplacement' – issu du national-socialisme – se retrouvait uniquement sur des sites Internet obscurs de droite radicale et dans les milieux marginalisés. Anders Breivik s'est servi du thème du grand remplacement pour motiver son attentat, de même que les auteurs de l'attentat terroriste de Christchurch en Nouvelle-Zélande. Ces mots reviennent régulièrement dans la bouche des hommes politiques et abondamment sur les réseaux sociaux. Ils sont devenus courants, avec Twitter et Facebook comme accélérateurs. Presse mensongère, ►



« **Sous les radars, il se trame des choses contre lesquelles les services de sécurité belges ont déjà lancé des mises en garde il y a cinq ou six ans.** »

#### Christophe Busch

DIRECTEUR DE L'INSTITUT HANNAH ARENDT

boréal... : l'extrême droite abuse de ces termes avec maestria afin de déclencher la réaction de la gauche et d'alimenter la polémique. La langue et l'histoire sont des instruments puissants pour influencer nos actes et nos pensées. De plus en plus de personnes reprennent, consciemment ou non, des idées et le langage de l'extrême droite, si bien que les gens trouvent ça normal. »

**DIRK:** « Les médias aussi jouent un rôle incroyablement grand dans la normalisation de l'extrême droite. Le soir des émeutes footballistiques à Bruxelles, Barbara Pas du Vlaams Belang était l'invitée de Terzake et Tom Van Grieken de l'émission De Afspraak afin d'y parler du problème dit marocain en long et en large. Sans critique, sans contradiction. Cela arrive trop souvent. Lieven Verstraete a décrit dans l'émission De Zevende Dag comment des quartiers

sont conquis les uns après les autres par des primo-arrivants. Il a ainsi repris le cadre de réflexion de l'extrême droite. »

« Et, ce qui est peut-être le plus grand exploit de la banalisation de l'extrême droite, Bart De Wever a négocié pendant pas moins de deux mois, avec le Vlaams Belang, après les élections de 2019. En 1933, le chancelier catholique Franz von Papen a été le premier à admettre les nazis au gouvernement. Il a donc joué un rôle important dans la normalisation des idées et du personnage d'Hitler. Hitler allait 'seulement' obtenir deux postes ministériels. Mais il s'agissait de deux postes cruciaux, notamment le ministère en charge de la police. »

#### Noir et blanc, nous et eux

**CHRISTOPHE:** « Si l'on étudie le contenu des messages, on observe une pensée binaire très marquée. Des défis sociaux

complexes sont simplifiés en une seule conspiration et une seule solution. Daniel Koehler, du German Institute on Radicalization and De-radicalization Studies, appelle cela le processus de dépluralisation. On parle de frontières ouvertes ou fermées, de nous et d'eux, de noir et de blanc. Cette dépluralisation de la pensée binaire passe souvent par des messages anxiogènes et des appels à la violence. Songez aux propos de Filip De Winter : 'Als we nu niet handelen, is dit over 20 jaar Eurabia' (« Si nous n'agissons pas maintenant, dans 20 ans, ce sera l'Eurabie »). Cette combinaison crée un effet de bombe à retardement. Mais la réalité n'est pas blanche ou noire et la solution n'est pas extrême ceci ou extrême cela. La solution est dans les milliers de nuances de gris entre les deux. »

« A l'instar d'Hitler qui utilisait le cinéma, l'art, la radio et les journaux pour propager ses idées dans les années 30, les réseaux sociaux diffusent de nos jours des théories du complot et des idées extrémistes comme une traînée de poudre. Des nouvelles techniques, mais des mécanismes identiques. Aujourd'hui, ce sont aussi les partis les plus extrêmes qui sont les plus actifs stratégiquement sur les réseaux sociaux. »

#### Violence croissante

**CHRISTOPHE:** « Plus cette pensée binaire se meut en radicalisation, plus la violence augmente. On cherche et on trouve des boucs émissaires. Des mouvements extrémistes véhiculant les théories du complot les plus folles et se donnant pour mission de faire place nette apparaissent. Aux États-Unis, les Proud Boys ont envahi le Capitole en tenue militaire, armes semi-automatiques au poing. Les partisans de QAnon diffusent la haine et justifient la violence. »

**DIRK:** « Le Parlementaire britannique Jo Cox a été assassiné en 2016 – un attentat d'extrême droite. En 2019, Brenton Tarrant a

abattu 51 musulmans en Nouvelle-Zélande par conviction raciste. La même année, Patrick Crusius a tué 22 personnes : il avait pris les Mexicains pour cible. En 2020, l'Allemand Tobias Rathjen a tué 9 Turcs.

Il avait diffusé un document raciste rempli de théories complotistes. Anders Breivik a la mort de 77 personnes sur la conscience. Ceux qui disent aujourd'hui qu'il n'y a pas de violence en rue devraient jeter un coup d'œil à la liste interminable figurant dans mon livre. Ce sont des massacres. »

**CHRISTOPHE:** « Sous les radars, il se trame des choses contre lesquelles les services de sécurité belges ont déjà lancé des mises en garde il y a cinq ou six ans. Jürgen Conings et Yannick V en sont deux exemples. On peut dire qu'il s'agit de fous ou de loups solitaires, mais ce sont des idées de ce genre qui ont déclenché la Seconde Guerre mondiale. A l'époque aussi, quelqu'un pensait que le monde devait être basé sur la race et qu'il y avait des races supérieures et inférieures. C'est là que réside le danger. Il faut reconnaître ces schémas et y réagir avant qu'un mouvement devienne un régime comme en 1933. »

### Troisième guerre mondiale

**CHRISTOPHE:** « C'est angoissant, mais nous sommes peut-être déjà engagés dans une troisième guerre mondiale. Le point de départ de la guerre est toujours déterminé a posteriori. Le conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine semble très loin, mais nous en ressentons clairement les effets. Il ne s'agit pas seulement de conflits militaires et industriels, ce sont aussi des conflits économiques et du sabotage ou de l'espionnage informatique. Notre esprit rationnel a simplement du mal à y croire. L'historien Christopher Clark a lancé le terme de 'sommambules' pour expliquer l'entrée dans la Première Guerre mondiale. Dans le livre de Dirk, on apprend comment Hitler a pu s'emparer du pouvoir en un an à peine. Le monde

regardait sans rien faire. Aujourd'hui aussi, nous n'imaginons pas que cela puisse être en train de se reproduire. »

**DIRK:** « Je reprends dans mon livre une citation de José Saramago, lauréat du prix Nobel, qui dit : 'Dans le futur, ce ne seront pas les mêmes figures qu'Hitler ou Mussolini. Ce seront des gens en costume sur mesure avançant des idées sympathiques et attrayantes et qui frapperont sans prévenir. »

### Rôle dangereux de l'industrie

**DIRK:** « L'un des parallèles dans mon livre concerne le rôle de l'industrie dans le succès du national-socialisme et l'affaiblissement des syndicats. En février 1933, Hitler avait convoqué un certain nombre de chefs d'entreprises importants, des personnes qui, à ce moment-là, se montraient encore critiques à l'égard du nazisme. Après cette réunion, ils ont donné des centaines de milliers de reichsmarks aux nazis, puis des millions. L'une de ces entreprises était IG Farben, née de la fusion des entreprises chimiques

BASF, BAYER, Agfa et Hoechst. Elles produisaient de l'huile synthétique et du caoutchouc puis, pendant la guerre, des explosifs et du gaz de combat. Elles ont même construit leur propre camp de concentration à Auschwitz. »

« Et les syndicats ? Le 4 février 1933 déjà, le gouvernement adopta une loi limitant la liberté de réunion et d'association si l'on soupçonnait qu'elle était dirigée contre l'État. 50 000 membres de la SA formèrent une police auxiliaire dominant la rue. Mais, le 1er mai, Hitler fit quelque chose d'inattendu. Il fit du 1er mai un jour férié et organisa des fêtes partout. Les syndicats se montrèrent évidemment enthousiastes, mais il s'agissait d'une manœuvre de diversion. Le 2 mai 1933, les SA firent irruption dans tous les locaux syndicaux. Ils saisirent des actifs, des publications syndicales interdites et arrêterent les leaders syndicaux. En 1935, le système des conventions collectives de travail avait disparu et les représentants syndicaux étaient interdits. Il n'y avait plus que des agents syndicaux, nommés par le

gouvernement. Ils ont fait en sorte que les salaires restent bas, à la grande satisfaction des grandes entreprises qui accordèrent encore plus leur soutien à Hitler. »

« Évidemment, la situation est différente aujourd'hui. Néanmoins, force est de constater que des industriels accordent ouvertement leur soutien au Vlaams Belang. C'est notamment le cas de Hans Maertens de la Voka, qui avait annoncé après les élections de 2019 qu'il devait être possible de créer un gouvernement avec le Vlaams Belang. En Espagne également, le parti politique d'extrême droite VOX a proposé de déclarer hors la loi les deux principaux syndicats du pays et d'arrêter leurs leaders. »

### Contradiction interne

**DIRK:** « L'extrême droite met tout en œuvre pour jeter le discrédit sur les syndicats. En remplacement, elle formule des propositions axées sur une revalorisation des pensions et des salaires minimums. Mais, dans le même temps, elle vote contre toutes ces propositions

sociales au niveau européen. »

**CHRISTOPHE:** « L'extrême droite actuelle applique la même stratégie que les nationaux-socialistes. Elle caresse tout le monde dans le sens du poil et avance des avis différents dans des groupes différents. »

**DIRK:** « Les nazis étaient pour la classe moyenne et contre les grandes chaînes, mais uniquement contre les Juifs. Hitler soutenait les agriculteurs, mais il soutenait tout autant les propriétaires terriens. Il proposait une chose à un groupe et l'inverse à un autre. On observe la même chose de nos jours autour de thèmes sociaux tels que le pouvoir d'achat et les pensions. L'extrême droite plaide pour de bonnes conditions socioéconomiques, mais s'oppose totalement aux travailleurs étrangers. Elle a critiqué la lenteur de la campagne de vaccination tout en soutenant le mouvement antivax. Elle trouve scandaleux qu'il n'y ait pas de politique climatique forte, mais s'oppose à des mesures concrètes pour le climat, arguant qu'elles détruiraient la prospérité. Enfin, et il s'agit peut-être de la plus grande contradiction interne, l'extrême droite déclare constamment que les choses ne se passent pas de manière démocratique, tout en soutenant des régimes autoritaires. Thierry Baudet, chef du parti néerlandais Forum voor Democratie, a qualifié Poutine de héros. Poutine qui fait assassiner des journalistes, qui limite la liberté d'expression et qui détruit l'état de droit. »

### L'indifférence est le contraire de l'amour

**DIRK:** « Elie Wiesel, survivant de l'holocauste, écrivait : 'Le contraire de l'amour n'est pas la haine, mais l'indifférence.' Face à quelqu'un qui parle de grand remplacement, de races supérieures ou porte Poutine aux nues, beaucoup de gens détournent le regard, par peur ou par opportunisme. La plupart des gens lisent les publications sur les



**« La réalité n'est pas blanche ou noire et la solution n'est pas extrême ceci ou extrême cela. La solution est dans les milliers de nuances de gris entre les deux. »**

Dirk Verhofstadt

PHILOSOPHE MORAL ET AUTEUR



**« Ce qui se passe dans la société, se passe aussi sur le lieu de travail. Il appartient aux syndicats d'engager ces discussions. »**

#### Christophe Busch

DIRECTEUR DE L'INSTITUT HANNAH ARENDT

réseaux sociaux sans s'immiscer dans la conversation. Là encore, je trace un parallèle avec les années 1930. 'Wir haben es nicht gewußt' : ce sont des balivernes. Les gens ont vu des Juifs être arrêtés et tués en plein jour. Ils rachetaient leurs meubles et leurs maisons vides. »

**CHRISTOPHE:** « Grâce à la langue et à l'histoire, nous devons aider les gens à réagir et à entamer la discussion. Dirk et moi-même donnons beaucoup de conférences, mais elles ne changeront pas le monde car nous parlons à un public convaincu. Ce sont les représentants syndicaux, les journalistes, les scientifiques et les policiers, par exemple, qui doivent monter au créneau. Nous devons essayer de quitter la vision binaire simpliste et de revenir à cette réalité plurielle. Oui, l'idée de milliers de réfugiés ukrainiens est inquiétante et complexe. Les gens ont le droit de poser des questions au sujet de la sécurité, de la qualité de l'enseignement, de la langue, etc. Ces inquiétudes ne

doivent pas être balayées d'un revers de la main. Il faut oser engager la discussion. »

« Ce qui se passe dans la société, se passe aussi sur le lieu de travail. Il appartient aux syndicats d'engager ces discussions. De nos jours, on voit qu'ils restent très prudents dans leurs positions, qu'ils évitent les discussions et appellent à la solidarité. Ce sont des recettes du siècle dernier. La réalité actuelle est totalement différente, avec une polarisation et une pensée binaire qui sont devenues toxiques. Les syndicats doivent apprendre à réagir aux propos haineux, par exemple en participant à des formations. »

#### Planter les graines du lien

**DIRK:** « Il faut également oser parler des expériences positives. Par exemple, je suis très fier de la manière dont ma ville, Gand, a réagi à la crise ukrainienne, de la solidarité affichée par la population pour accueillir les réfugiés et leur venir en aide. Le message de l'administration était le suivant : si tout le monde y met du sien, nous pouvons y arriver. Et cela a marché. Le monde a changé et s'est complexifié en un rien de temps. Nous devons apprendre à faire face à cette réalité, en se fondant sur les droits de l'homme. »

**CHRISTOPHE:** « En relayant des expériences positives et nuancées et en ouvrant la discussion, nous plantons les graines du lien. Ce faisant, nous donnons un coup de frein aux schémas dangereux qui ont conduit aux atrocités de la Seconde Guerre mondiale. »



#### A propos de christophe busch et de l'institut hannah arendt

Christophe Busch est criminologue et historien. Il est le directeur de l'Institut Hannah Arendt.

**Christophe :** « L'Institut Hannah Arendt a été créé en 2020 par l'Université d'Anvers, la VUB et la ville de Malines. Entretemps, la KU Leuven, l'Université de Gand et l'Université d'Hasselt ont rejoint l'Institut. Que faisons-nous ? Nous convertissons des recherches scientifiques relatives aux défis sociétaux en outils pratiques. Cela concerne surtout des recherches au sujet de la communauté, de la citoyenneté et de la diversité. Comment augmenter la qualité de vie en ville ? Comment prévenir la discrimination sur le marché du travail ? Comment rassembler des groupes autour d'un projet ? Et inversement : nous demandons à des scientifiques de déterminer si certaines choses fonctionnent dans la pratique et si des améliorations peuvent être apportées. Nous sommes donc entre le monde académique et le monde pratique. »

#### A propos de dirk verhofstadt et de « dagboek 1933 »

Dirk Verhofstadt est un philosophe moral, auteur de différents ouvrages historiques, philosophiques et politiques.

« Dagboek 1933 » montre comment Hitler s'y est pris pour s'emparer du pouvoir en peu de temps, démanteler le pouvoir judiciaire, persécuter les Juifs, faire régner la terreur en rue et ainsi tordre le cou à la démocratie. Par ce livre, Dirk souhaite montrer le danger de l'extrême droite aujourd'hui, sur la base de similitudes.

**Dirk :** « J'ai écrit ce livre afin de comprendre comment Hitler a eu la possibilité, en 1933, de bénéficier du soutien des masses et de mettre à exécution ses idées abominables. Le but est également de comprendre comment des mouvements et des partis peuvent encore suivre la même voie à notre époque. »

INTERVIEW AVEC ERIK DULLBO,  
NÉGOCIATEUR POUR LE SYNDICAT  
SUÉDOIS DE L'INDUSTRIE IF METALL

# « Le syndicat doit jouer un rôle de tremplin, à la fois pour la sphère du travail et pour la société. »

**L**ors des élections politiques en Suède organisées en septembre dernier, le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède a remporté près de 21 pour cent des voix, devenant ainsi le deuxième plus grand parti politique du pays derrière le Parti Social-démocrate, considéré historiquement comme le parti du gouvernement par excellence. Conformément au modèle politique suédois en vigueur, il appartenait dès lors au bloc de droite de former un gouvernement. Après des décennies de politique de gauche, le pays a donc connu un glissement politique majeur à la fin de l'année dernière, dirigé par un gouvernement minoritaire de droite en place par la grâce des Démocrates de Suède, parti d'extrême droite. Traditionnellement, le paysage politique de droite n'est pas le terrain le plus fertile pour l'action syndicale. Nous nous sommes entretenus à ce sujet avec Erik Dulbo, d'IF Metall.



**Erik, comment les syndicats suédois ont-ils réagi à la grande victoire de l'extrême droite ?**

**ERIK:** « Le soir des élections, nous pensions encore pouvoir prendre la main, compte tenu des précédents sondages très positifs et des premiers résultats, qui semblaient justement épouser cette tendance. Mais après le décompte des voix, nous avons constaté avec stupeur que le bloc de droite avait pris l'avantage. Les libéraux, les chrétiens-démocrates et les modérés ont ensuite formé un gouvernement, avec le soutien des Démocrates de Suède. Très concrètement, cela signifie que le gouvernement ne peut rien décider sans l'aval du parti d'extrême droite. Les Démocrates de Suède dictent ainsi la politique menée par la tripartite en place au gouvernement. À défaut, le gouvernement tombe. Les Démocrates de Suède ont donc la mainmise sur le système politique, ce qui est ingénieux de leur part : ils modèlent la politique à leur guise depuis le siège passager, sans prendre la moindre responsabilité. »

**Quelles sont les positions idéologiques des Démocrates de Suède par rapport aux droits des travailleurs et aux droits syndicaux ? Éprouvez-vous des craintes pour la concertation sociale et l'action syndicale en Suède ?**

**ERIK:** « Le parti comme notre syndicat nous heurtons à une opposition de principe et idéologique sur une position fondamentale. L'extrême droite réduit les différences au sein de la société à des contrastes culturels et idéologiques, une idée diamétralement opposée à notre pensée. Pour la gauche, les différences sociales résultent d'un problème de classes. C'est l'écart entre riches et pauvres qui crée la polémique, et non la différence de langue et de culture. On assiste à un conflit idéologique entre deux conceptions différentes : là où l'extrême droite estime que la « nation » constitue la base et que ▶



**« L'extrême droite réduit les différences au sein de la société à des contrastes culturels et idéologiques, une idée diamétralement opposée à notre pensée. »**

**Erik Dullbo**  
IF METALL



**« Toutefois, ce n'est un secret pour personne : l'extrême droite se passerait bien des syndicats, car nous n'acceptons pas cette inégalité sociale. Plus encore, la lutte des classes génère des conflits sur le lieu de travail. »**

Erik Dullbo  
IF METALL

l'ouvrier se sent pour ainsi dire plus proche du CEO de son entreprise, compte tenu de l'origine suédoise autochtone qu'ils partagent tous deux, que de son collègue pakistanais ou iranien qui effectue le même travail que lui, mange à ses côtés et réside dans le même quartier que lui, la gauche adopte une autre approche. Si l'ouvrier partage des racines communes avec son CEO, la réalité dans laquelle il évolue, travaille et se loge n'est pas la même.

Ces dissensions auront indubitablement un impact sur la politique menée, mais actuellement, certes avec quelques mois de recul seulement, les Démocrates de Suède font preuve de réserve et de prudence et nous restons sur nos gardes. Au cours de la campagne électorale, le parti d'extrême droite a surtout mis l'accent sur les thèmes de la migration et de la criminalité. Tout ce qui concerne les ouvriers est mis de côté pour le moment.

Toutefois, ce n'est un secret pour personne : l'extrême droite se passerait bien des syndicats, car nous n'acceptons pas cette inégalité sociale. Plus encore, la lutte des classes génère des conflits sur le lieu de travail. Cela ne colle pas avec la conception de l'extrême droite quant à la manière dont la société doit s'articuler, si bien qu'à leurs yeux, les syndicats doivent perdre de leur pouvoir. Pour y parvenir, les Démocrates de Suède souhaitent que le paiement des allocations de chômage incombe non plus aux syndicats, mais bien aux pouvoirs publics. »

**Lors de la campagne électorale, le syndicat s'est-il positionné contre l'extrême droite ? Aujourd'hui, en connaissance de cause, qu'auriez-vous pu faire différemment ? En Belgique, des élections se tiendront en 2024 : que pourriez-vous nous conseiller ?**

**ERIK:** « Malheureusement, je n'ai pas de solution miracle. Plus nous perdons de terrain sur le lieu de travail en tant que syndicat, plus nous laissons l'occasion à d'autres organisations ou partis politiques de gagner du pouvoir dans notre domaine. Des analyses d'autres pays, comme la Finlande et la Norvège, m'ont appris ceci : plus vous gardez ce lien avec les travailleurs, plus votre syndicat reste pertinent dans « ses » matières, comme le bien-être et la sécurité, les conditions salariales ou encore les conditions de travail. Faites-en toujours une priorité et accordez toujours à ces thèmes une place primordiale dans vos actions, y compris en période électorale. Ne demandez pas aux travailleurs de voter pour tel ou tel parti, mais invitez-les à élire un parti soutenant vos points d'attention, et donc les leurs, par la même occasion.



Posez les questions suivantes : « Voulez-vous revenir du travail sain et sauf ? Voulez-vous d'une pension digne de ce nom ? Voulez-vous atteindre un bel équilibre travail-vie privée ? » Il est fort probable que chaque travailleur répondra à ces questions par l'affirmative. Dites-leur alors simplement ceci : votez pour un parti qui vous offre la plus grande probabilité de mettre véritablement ces points d'attention en chantier. Mon expérience professionnelle me fait dire que si vous procédez ainsi, les membres du syndicat soutiendront les partis ouvriers en politique. Mais si nous nous laissons aller à un discours qui n'est pas le nôtre, parlant de migration et de criminalité, il y a également plus de risques que la base écoute les partis qui ont fait de ces sujets leur marque de fabrique. Et c'est un combat perdu d'avance. C'est pourquoi je vous conseille ceci : gardez un message simple et restez fidèle à ce qui fait l'essence de votre organisation. Dans des conditions idéales, où la main-d'œuvre et les moyens n'auraient pas d'influence, notre syndicat enverrait des équipes mobiles sur le terrain pour nouer le dialogue au sein de nos entreprises. C'est pourquoi nous, syndicat, devons nous concentrer

sur les questions importantes pour les travailleurs au niveau de leur quotidien et de leur emploi. Je ne pense pas que consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des campagnes en ligne porte des fruits. Le syndicat doit s'immerger dans la réalité de ses membres et s'entretenir avec eux d'égal à égal. C'est ainsi que nous pouvons faire passer notre message : pour améliorer les droits des travailleurs, nous devons être gouvernés par des politiques disposés à s'investir en la matière, ce que la droite ne fera jamais. C'est pourquoi nous devons servir les intérêts de notre parti ou de nos représentants politiques. C'est essentiel ! Le syndicat doit jouer un rôle de tremplin, non seulement pour la sphère du travail, mais aussi pour la société et pour tout ce que nous voulons changer.

Si je peux livrer un dernier conseil, c'est celui de communiquer directement, sans filtres.

En tant que syndicat, lorsque nous parlons avec nos membres, nous préférons éviter tout discours idéologique, tout vocabulaire alambiqué. Car les questions politiques majeures sont très compliquées quand on

rentre dans les détails. Ne vous attardez pas sur les détails, mais sur l'idée globale. Ayez une vue d'ensemble et restez simple. Et s'ils veulent en savoir plus, ils vous le diront. Vous pourrez alors leur communiquer les informations qu'ils souhaitent avec plaisir. »



## Qui est Erik Dullbo ?

Erik est négociateur pour le syndicat suédois de l'industrie, IF Metall. Il assure également la coordination des Conseils d'entreprise européens. Dans sa précédente fonction au sein d'IF Metall, il travaillait comme propagandiste, avec pour objectif de rassembler le plus de soutien possible aux élections politiques de 2018 en faveur du Parti social-démocrate.

INTERVIEW AVEC VALENTINA ORAZZINI, DU SYNDICAT SOCIALISTE DU MÉTAL FIOM-CIGL



« Notre plus grande préoccupation doit être de créer une représentation politique qui accorde une place centrale à l'ouvrier. »

**A**près la démission de l'ancien Premier ministre italien Mario Draghi cet été, des élections parlementaires anticipées se sont tenues en Italie le 26 septembre 2022. Ce fut une victoire écrasante pour la coalition de centre droit, qui a raflé 44 pour cent des voix. En tête de cette coalition, le parti ultraconservateur de droite radicale Fratelli d'Italia, mené par Giorgia Meloni, a remporté plus de 26 pour cent des voix. L'ancienne partisane du défunt dictateur Mussolini est ainsi devenue la première femme à occuper le poste de Premier ministre de la péninsule italienne. Que signifie ce mouvement de droite pour le syndicalisme italien, déjà victime auparavant du vandalisme fasciste ? MagMetal s'est entretenu à ce sujet avec Valentina Orazzini, du syndicat socialiste du métal FIOM-CIGL.

**Valentina, que s'est-il passé en Italie, sachant que lors des élections de 2018, les Fratelli d'Italia n'avaient pu récolter que 4 pour cent des voix ?**

**VALENTINA:** « Tout d'abord, l'Italie ne connaît pas de grand retour de l'extrême droite. Si l'on compare les élections précédentes avec ce scrutin en chiffres absolus, il apparaît que les électeurs de centre droit ne sont pas tellement plus nombreux. Au sein de la droite, on observe toutefois une polarisation de la droite modérée et de l'extrême droite. À cela s'ajoute une augmentation du nombre d'abstentions. D'après les chiffres du ministère de l'Intérieur, les résultats s'élèvent à 64 pour cent, contre 74 pour cent en 2018. On n'observe pas d'explosion des partisans de droite, mais bien un

absentéisme plus élevé, surtout au sud du pays. Pourquoi ? Parce que de nombreux Italiens ne se sentent pas représentés, un sentiment qui, traditionnellement, est plus présent dans le sud de l'Italie.

Le glissement vers l'extrême droite au sein de la coalition de droite a creusé un écart entre la politique et le lieu de travail. Disons que jusqu'à présent, le monde politique ne se préoccupe guère des thèmes fondamentaux pour les travailleurs. Actuellement, la politique italienne se concentre plutôt sur d'autres sujets, comme les droits des LGBTQI+ et la politique migratoire.

Certes, le monde syndical et l'extrême droite ont bien connu des problèmes dans notre pays. Citons ainsi l'assaut antifasciste d'octobre 2021 au siège principal de CGIL, à Rome. Cette attaque s'est inscrite dans le cadre d'une manifestation contre l'obligation générale du Green Pass, la preuve de vaccination contre le coronavirus, qui était même obligatoire sur le lieu de travail en Italie. Alors que CGIL s'est concentré sur l'application identique de cette règle dans tous les secteurs et sur la primauté de l'intérêt collectif sur le choix individuel, la rhétorique populiste de droite s'est limitée principalement à fustiger la « dictature sanitaire ». La tension et les divisions en sont arrivées à un point tel que les brigades d'intervention fascistes ont pris d'assaut notre immeuble de bureaux et l'ont mis à sac. Une semaine plus tard, nous avons montré notre résilience en descendant de nouveau dans la rue aux côtés d'autres syndicats italiens et internationaux et en condamnant haut et fort la violence fasciste. Un an après l'assaut, nous avons de nouveau organisé une grande manifestation à Rome par laquelle nous voulions non seulement nous opposer au fascisme, mais aussi réitérer notre position par rapport à la guerre en Ukraine qui, à nos yeux, ne pourra cesser que grâce à des négociations de paix et non à la livraison d'armes et



« Notre objectif, c'est de faire émerger une alliance européenne antifasciste qui rassemble des associations et des syndicats de toute l'Europe dans la lutte pour notre démocratie. »

Valentina Orazzini  
FIOM-CIGL

de tanks. Notre syndicat a exigé que le travail et les travailleurs retrouvent une place centrale dans l'agenda politique. Notre objectif, c'est de faire émerger une alliance européenne antifasciste qui rassemble des associations et des syndicats de toute l'Europe dans la lutte pour notre démocratie. Au niveau international, l'Europe est un point de référence pour la démocratie sociale mais aujourd'hui, on observe que la menace d'extrême droite projette une ombre sinistre sur tout le continent. »

**Quelle consigne de vote CGIL avait-il formulée à ses membres ?**

**VALENTINA:** « CGIL n'a pas mené de campagne politique et a toujours revendiqué une certaine autonomie politique, considérant qu'il est de notre

devoir d'écouter ce qui se passe sur le lieu de travail et de répercuter ce message au monde politique. Il n'appartient pas au syndicat d'imposer aux travailleurs une consigne de vote. Notre rôle, c'est d'expliquer au politique ce dont les travailleurs ont besoin. Partant de cette hypothèse, nous n'avons jamais choisi de parti ni formulé de consigne de vote, car nous tenons à pouvoir revendiquer à tout moment notre autonomie par rapport à la politique. Bien entendu, nous avons condamné très clairement les partis d'extrême droite. Certes, cela a donné lieu à quelques controverses, car notre impartialité a été mise en doute. Dans l'état actuel des choses, notre plus grande préoccupation doit être de créer une représentation politique qui accorde une place centrale à l'ouvrier. »

« En tant que syndicat, nous percevons l'inquiétude et le mécontentement que la politique crée parmi les travailleurs. C'est une réalité que nous rencontrons au quotidien. »

Valentina Orazzini  
FIOM-CIGL



Giorgia Meloni, Première ministre italienne



### Les élections du gouvernement Meloni ont-elles un impact sur l'action syndicale en Italie ?

**VALENTINA:** « Ce gouvernement est toujours en phase de lancement et vient à peine de nommer ses ministres. Il est encore trop tôt pour se prononcer, mais quelques signes idéologiques se dessinent déjà. Par exemple, ce que l'on appelait auparavant le ministère du Développement économique, compétent en cas de crises majeures et chargé de donner forme à la politique industrielle du pays, a été rebaptisé "ministère des Entreprises et du Made in Italy". À travers ce changement de nom, le gouvernement pose d'emblée son sceau idéologique et explique son optique d'approche.

Au niveau budgétaire, on n'observe pas de mouvement au niveau des questions abordées récemment : nous demandons

des interventions concrètes visant à augmenter les salaires et les pensions et à alléger la pression fiscale. Nous avons pourtant organisé une forte mobilisation autour de ces exigences à la fin de l'année dernière. Plus encore, le gouvernement continue à appuyer des matières contraires à notre exigence de lutte contre la fraude fiscale. Il ramène donc de nouveau la limite maximale pour les paiements au comptant de 1000 EUR à 5000 EUR. Face à la fraude fiscale, la porte est donc de nouveau plus qu'entrouverte. D'autre part, Giorgia Meloni entend supprimer le « revenu de citoyenneté » introduit en 2019 par l'ancien Premier ministre Giuseppe Conte. Estimant en effet que les personnes « disponibles » n'ont pas droit à une allocation, Meloni économise ainsi plus de 700 millions d'EUR. Or, ce revenu, d'un montant moyen de quelque 500 EUR, n'est certainement pas un

revenu de remplacement à part entière et est soumis à des exigences sévères. Aux yeux de la Première ministre, le « revenu de citoyenneté » présente l'effet pervers de décourager les Italiens à travailler. En réalité, ce sont les piètres salaires et conditions de travail qui les découragent car, en Italie, le salaire minimum n'est pas fixé par la loi. Nous constatons qu'une mesure anti-pauvreté comme le « revenu de citoyenneté » permet aux travailleurs de se sentir moins contraints à accepter des emplois aux salaires affreusement bas et supposant des horaires de travail d'une longueur inacceptable. Personne ne présentant sa candidature à de tels postes, les employeurs sont justement encouragés à revoir et à améliorer les conditions salariales et de travail proposées. Il s'agit de créer un marché du travail accordant un salaire suffisant aux travailleurs précaires. »

### Comment l'Europe doit-elle se positionner face à l'extrême droite ?

**VALENTINA:** « Nous ne pouvons pas nous contenter d'une campagne collective dans laquelle chacun agit individuellement, nous devons vraiment procéder de manière coordonnée et organiser des actions plus communes. Nous devons unir nos voix et faire entendre notre message. En tant que syndicat, nous percevons l'inquiétude et le mécontentement que la politique crée parmi les travailleurs. C'est une réalité que nous rencontrons au quotidien. Même si nous devions en arriver, en qualité de syndicat national, à abandonner une partie de notre souveraineté nationale pour y apporter une réponse européenne, c'est un choix que j'oserais poser.

Le prochain défi à relever est celui des élections du Parlement européen, dans un contexte où les développements politiques au sein des différents États membres, mais aussi la guerre en Ukraine nous exposent à une phase critique de la survie de l'Union européenne. Ce suffrage déterminera le type de parlement que nous voulons voir émerger dans un contexte d'Europe en crise, écrasée entre l'Asie et les États-Unis, auquel s'ajoute une guerre sur son propre territoire. Je pense que nous ne devons pas tant mener une campagne politique, mais que nous devons tous nous demander ce que nous voulons pour l'Europe. Notre souhait, c'est une Europe plus sociale, une Europe qui se positionne du côté des travailleurs et ne se trouve pas aux seules mains de la BCE, du Fonds monétaire international et de la Commission européenne. »

## Qui est Valentina Orazzini ?

Valentina est active au niveau national pour la FIOM-CIGL à Rome, où elle assure la coordination des conseils d'entreprise européens et la représentation d'ouvriers du métal italiens au niveau européen.